

La société civile en Russie

Myriam DÉSSERT*

Plus de vingt ans après sa naissance, la Fédération russe reste un objet mal identifié. Un rideau de fumée semble avoir remplacé le Rideau de fer et l'Occident paraît hypnotisé par la rhétorique des gouvernants. Il ignore les mutations plus discrètes, comme, obnubilé par les logiques discursives du pouvoir soviétique, il avait manqué l'évolution souterraine de la société, sans laquelle pourtant on ne peut comprendre la chute finale. Les malentendus persistent, et nombreux sont les décalages entre la vision occidentale et les représentations russes.

Un exemple significatif est la manière selon laquelle les Russes appréhendent ce qui est considéré à l'Ouest comme les éléments fondateurs de la nouvelle Russie. À peine plus de 10 % d'entre eux regardent la mise en déroute par Boris Eltsine du putsch conservateur d'août 1991 comme une victoire des forces démocratiques. Pour plus de la moitié il s'agit d'un épisode de la lutte pour le pouvoir, un bon tiers retenant la qualification émotionnelle d'« événement tragique ». De nombreux Russes qualifient les réformes libérales de B. Eltsine de « néo-bolchéviques », dans la mesure où elles appliquaient des schémas jugés aussi livresques que le marxisme, sans tenir compte de la société réelle. Il n'est pas étonnant dès lors que le rejet du passé soviétique puisse aller de pair avec un anti-occidentalisme radical aux yeux de ces Russes qui voient dans l'Occident des Lumières les racines du bolchévisme honni par eux.

Tenter de saisir les glissements subtils à l'œuvre dans la société russe par-delà la gesticulation des dirigeants, tout en échappant aux clichés sur l'éternelle Russie, sans pour autant nier les résurgences et les continuités, est un exercice difficile. C'est d'autant plus le cas que le champ lexical des mots pour les dire diffère du russe au français. Le sens du mot *obščestvennyj*, par exemple, oscille entre sociétal, civil et civique, preuve que les imaginaires du politique et du social ne coïncident pas.

Quelques jalons

Il convient d'abord de se pencher sur les modalités d'apprentissage de la démocratie. L'accès aux valeurs démocratiques a été tributaire à la fois des pratiques de ceux qui se sont érigés en « démocrates », passeurs du modèle occidental, et du regard porté par l'Occident sur la démocratie russe balbutiante. Il ne s'agit aucunement d'un processus linéaire, mais bien plutôt d'une histoire comportant retournements et valorisations de modèles, ces derniers étant fragilisés par des désillusions successives.

On peut appliquer aux représentations politiques une anecdote qui avait cours à la fin des années 1990. Elle résume, avec le sens de la dérision caractéristique de l'humour politique soviétique, l'évolution des perceptions après la mise en œuvre des mutations libérales : « tout ce qu'on nous a dit sur le socialisme était faux, mais tout ce qu'on nous a dit sur le capitalisme est vrai ». L'euphorie démocratique une fois laminée par les difficultés de la vie quotidienne, la critique soviétique de la « démocratie bourgeoise », accusée de n'offrir que des droits « formels » quand le pouvoir soviétique garantissait des droits sociaux, a retrouvé une certaine crédibilité... sans que le mode politique soviétique redevienne légitime pour autant. D'autant plus déçus qu'ils avaient attendu du libéralisme, politique et économique,

l'émergence d'un nouvel « avenir radieux », bon nombre de Russes se lassent alors d'être montrés du doigt comme mauvais élèves par un Occident donneur de leçons. La démocratie libérale, initialement bénéficiaire de la délégitimation du modèle étatique, devient synonyme de chaos. Elle est à son tour déconsidérée, amorçant une valorisation en retour d'un État fort. Dans la foulée, la représentation, largement dominante à l'Ouest et partagée par une partie des élites russes, voulant que les Russes ne soient pas à la hauteur de la démocratie, cède alors la place à l'idée que la démocratie (libérale) n'est pas à la hauteur des Russes. Cette vue triomphe avec le thème de la « démocratie souveraine », grand axe du second mandat de V. Poutine à partir de 2006, qui proclame l'existence d'une forme politique spécifique à la Russie, plus légitime que la greffe des institutions occidentales. Autrement dit, la critique des Russes dénués de capacités à la démocratie s'inverse en critique de la démocratie libérale, dont on rappelle à l'envi qu'elle est bien malade.

Dans le même temps montent en puissance les discours réinventant une tradition démocratique russe spécifique. À la démocratie occidentale, lue comme dictature de la majorité, fétichisant des élections qui s'avèrent un moment de division de la nation – selon une opinion largement partagée en Russie –, est opposée une démocratie russe, plus qualitative que quantitative. Cette dernière s'enracine dans l'idée de conciliarité (*sobornost'*), d'un esprit de communion et de fraternité. Ces composantes ne font pas bon ménage avec le pluripartisme, qui est la conquête post-soviétique la plus décriée. La représentation vertueuse d'une « démocratie encadrée » est alors confortée par la prospérité qui accompagne les années Poutine. Le contrat social implicite « loyauté contre mieux-être matériel » s'impose dès lors. On le voit, le ralliement à un pouvoir fort n'est pas un simple atavisme : il est argumenté, adossé à un réel concret. Il se comprend sans passage obligé par la longue durée de l'histoire russe. Si la tradition politique autoritaire russe et ses racines religieuses sont effectivement convoquées, c'est *a posteriori*, pour donner une légitimité supplémentaire à une évolution qui a sa logique propre. Et l'on peut sans excès parler d'une instrumentalisation par le pouvoir de cet enracinement dans l'histoire russe.

La crise de 2008 suscite un nouveau retournement, limité au segment le plus dynamique de la population, à ceux qui aspirent à emprunter un ascenseur social qui tombe alors en panne, et que l'on désigne usuellement comme « classe moyenne ». Ils avaient soutenu V. Poutine et son slogan de « dictature de la loi » à son arrivée au pouvoir. Alors que la stabilité poutinienne continue d'être valorisée par une majorité de leurs concitoyens, ces Russes l'assimilent désormais à une nouvelle stagnation, dommageable à la croissance économique russe, dont les limites commencent d'ailleurs à apparaître dans ce contexte de crise. L'esprit critique qui se développe alors s'enracine donc dans des considérations plus économiques que politiques.

Sa manifestation atteint son apogée au cours de l'hiver 2011-2012, à la suite des fraudes électorales lors des législatives du 4 décembre. Leur dénonciation est rendue possible par la présence active d'observateurs dans les bureaux de vote, qui relaient aussitôt sur les réseaux sociaux les infractions dont ils sont témoins. Cet engagement, nouveau par rapport aux élections précédentes, a été d'abord favorisé par le discrédit touchant le parti du pouvoir, Russie unie. Ce dernier est désigné au mieux comme « nouveau PCUS » (Parti Communiste de l'Union Soviétique), au pire comme « parti des voleurs et des escrocs », selon l'expression lancée par Alexeï Navalny, héraut de la lutte contre la corruption. Il a été favorisé ensuite par l'annonce faite par V. Poutine en septembre 2011 d'une permutation des postes entre D. Medvedev et lui-même. Là encore, il convient de souligner que la composante strictement politique n'est pas centrale dans la protestation : elle s'ancre plutôt dans le sentiment d'une

dignité offensée, et glisse vers une protestation éthique, avec le thème du « vol des voix ». Sur les réseaux sociaux on peut lire des déclarations pathétiques de jeunes observateurs demandant pardon aux *babouchki* (« grands-mères ») de ne pas avoir réussi à « protéger leurs voix ». Plus qu'une argumentation politique, la mobilisation engage une émotion, issue d'un sursaut de fierté d'abord individuelle puis nationale, le refus de voir l'image de la Russie ternie par une mascarade électorale.

Il importe de comprendre le rapport particulier à l'action politique de ces « indignés ». De nombreux manifestants descendus dans la rue en janvier 2012 ne cachaient pas leur intention de voter Poutine aux présidentielles de mars. Les « Rubans blancs » (porteurs de cet insigne exprimant le refus de tout positionnement partisan) étaient attachés autant à refuser leur alignement sur un quelconque parti qu'à démontrer leur capacité à dialoguer avec eux. « Respect d'autrui » était un mot-clé des assemblées du Comité de coordination chargé d'organiser l'action conjointe de protestataires dont la palette allait d'un bord politique à l'autre. Le fait que certains aient qualifié de « démocratique » la capacité à défiler sans heurt dans le même cortège que des groupes nationalistes, dont certains affichaient, dans leur vêtue et leur posture, une fascination fasciste, illustre bien le décalage avec notre sensibilité démocratique usuelle.

Il convient également de comprendre pourquoi cette vague protestataire a fait long feu, sachant que la répression et le verrouillage de l'espace public ne suffisent pas à l'expliquer.

La place octroyée à « l'opposition »

Il existe chez certains Russes que l'on peut qualifier « de gauche » une interprétation de l'échec relatif de ces manifestants, fils spirituels et générationnels, de ceux qui, descendant dans la rue au début 1990, avaient obtenu l'abolition du monopole du PCUS : ils invoquent une trahison des pères qui auraient troqué les libertés contre les privatisations. Ces dernières, par leur caractère injuste, constituent un péché originel, qui a sapé la foi dans les valeurs libérales. La conséquence en est l'absence de mobilisation actuelle pour défendre les libertés et les droits de l'homme.

Cette lecture n'est pas dénuée de fondement. Effectivement, les modalités – contestables – des mutations économiques ont affecté les représentations et comportements politiques¹. Un facteur, au moins aussi important, est le rôle assigné à l'opposition dans l'imaginaire politique russe. Certes, les sondages attestent une augmentation du nombre de Russes qui pensent qu'elle est nécessaire. Mais la majorité d'entre eux considèrent que sa fonction est d'aider les gouvernants à améliorer leur gouvernance, et non de chercher à se substituer à eux. L'expression d'« opposition systémique », abondamment reprise dans l'espace public russe, dit bien cette perception.

La loyauté à l'égard du pouvoir en place peut être interprétée comme un vote conformiste, un soutien au *statu quo*, dans le but de réduire l'incertitude électorale inhérente à la démocratie. On oublie ce qu'elle peut avoir de perturbant, surtout quand l'incertitude liée au libéralisme économique, avec son cortège de chômage, de marchandisation de l'éducation et de la santé, etc., est déjà bien assez difficile à vivre.

Mais on peut également identifier dans ce vote d'allégeance, plus que d'adhésion, l'effet de représentations que les réinventions identitaires russes actuelles enracinent dans l'orthodoxie². Si la filiation entre les notions de foi et de fidélité est masquée en français par

les avatars de la dérivation lexicale, elle est immédiatement perceptible dans les termes russes (*vera et vernost*). Pouvoirs spirituel et temporel ne sont pas dissociés, ce qui est désigné comme « principe symphonique ». La loyauté à l'égard des gouvernants fait partie de la posture éthique. On sert Dieu dans l'obéissance aux autorités (le terme russe pour obéir dérive du verbe écouter) et le service (*sluz'enie*) des uns aux autres. Cela n'exclut nullement l'exercice de la critique, mais elle ne débouche pas sur une remise en question de l'ordre établi³. La référence à ces codes permet de contextualiser le cliché d'une soumission inhérente à la mentalité russe. Elle explique par ailleurs la prépondérance de l'exigence de « moralisation » (politique) sur celle de démocratisation.

Même au sein des protestataires, le slogan « évolution » l'emporte sur celui de « révolution ». Il n'est pas nécessaire de gloser sur les effets traumatiques de l'histoire soviétique sur les représentations politiques russes actuelles : la radicalité dans la protestation est massivement rejetée. Les Russes aspirent à un climat politique « tempéré ». Dans les sondages sur leur préférence politique en termes de système de gouvernance, la réponse largement dominante est « une combinaison du système soviétique et de la démocratie occidentale ». À cet égard, la réponse du pouvoir poutinien à la contestation est un mélange aussi classique qu'habile : à côté du bâton de la répression, il n'a pas oublié la carotte du référendum d'initiative populaire⁴, qui s'inscrit bien dans l'imaginaire d'une démocratie directe auquel les Russes sont plus attachés qu'à celui de la démocratie partisane.

Autonomisation de la société

Ainsi, à l'effervescence et aux espoirs qui avaient agité tout un segment de la société russe au cours de l'hiver 2011-2012 a succédé la « normalisation ». Normalisation apparente, si l'on suit l'analyse du sociologue russe Grigori Kertman⁵. Il établit une analogie entre ces mobilisations et la dissidence soviétique des années 1960-1970, adossée à la similitude en termes d'hétérogénéité idéologique de ces deux mouvements de rejet du système en place. Ses idéaux étaient aussi bien nationalistes qu'occidentalistes, marxistes, légalistes ou éthiques. Il extrapole : les dissidents ont eu un impact sur le positionnement des « soixantards »⁶ qui ont porté la perestroïka. Si ces derniers étaient heurtés par la radicalité des premiers, souhaitant une évolution interne du système, leur pensée s'en est nourrie. Il y aurait selon lui des « néo-soixantards », essayant de promouvoir dans les couloirs du pouvoir des évolutions inspirées par la critique « néo-dissidente » d'aujourd'hui.

Vision optimiste, focalisée sur les dirigeants. Toujours est-il que, si la critique diffuse du mode de gouvernement russe n'aboutit pas à la consolidation d'une opposition frontale, il est erroné de parler d'une passivité de la société russe. L'allégeance au pouvoir n'exclut pas la distanciation par rapport à lui. On observe au fil des années des mobilisations ponctuelles de plus en plus nombreuses : autour de revendications plus ou moins locales (lutte contre des chantiers détériorant l'environnement d'un quartier) ou à l'occasion de catastrophes qui révèlent l'incurie des pouvoirs publics. Dans ce dernier cas, les citoyens se substituent à eux pour lutter contre les fléaux. Les incendies de l'été 2010 valurent au citoyen russe d'être désigné comme « homme de l'année » par le journal *Expert*. Il est permis d'associer ces manifestations même si, à première vue, les unes sont suscitées par des considérations individualistes et les autres par un souci du bien commun. Si pour certains le souci du commun est immédiat, pour d'autres il passe d'abord par des luttes plus égocentrées. Il n'est pas abusif de dire que pour ces derniers, c'est parce qu'ils s'étaient d'abord engagés dans la défense de leurs intérêts particuliers, qu'ils en sont venus à s'impliquer dans des combats plus abstraits, au service desquels ils mettent leurs savoir-faire organisationnels acquis. Le

mouvement dit des « seaux bleus » est un exemple de la montée en généralité et en puissance d'une protestation : cette révolte catégorielle d'automobilistes est devenue une attaque contre le manque de vergogne d'élites qui se dotent de gyrophares et s'octroient le droit d'écraser des concitoyens, au propre comme au figuré. Une fois encore, la critique éthique l'emporte sur la critique politique.

Par ailleurs, le nombre des bénévoles s'impliquant dans des combats contre les fléaux sociaux augmente considérablement. La palette des actions est large : aide dans les orphelinats, nettoyage de forêts, lutte contre la drogue, ou, pour donner un exemple très concret, organisation d'expéditions en haute montagne, dans une région où les tensions interethniques sont grandes⁷. Cette dernière initiative vise à démontrer l'impératif de solidarité pour des jeunes appartenant à des groupes nationaux différents. Si certaines de ces pratiques peuvent rappeler les « Samedis rouges » de l'époque soviétique, le terme qui désigne aujourd'hui ces bénévoles affiche une autre référence : c'est un calque du *volunteer* anglo-saxon (*volontëry*). Ce mode d'engagement a pris de l'ampleur après les manifestations de l'hiver 2011-2012, les liens créés à cette occasion ayant suscité un prolongement dans une action commune d'un type différent. Le principe du « service » (*sluz'enie*), du don de soi aux autres, évoqué plus haut, ne contribue pas seulement à la pérennisation du pouvoir en place ; il contribue aussi à l'émergence d'une société civile, à l'encontre de la déploration générale qui la dit « introuvable ». Certes la société civile qui émerge dans ce processus préfère se substituer à un État défaillant plutôt que se dresser contre lui. Mais il convient de noter que, même si elle s'inscrit dans une longue tradition de bienfaisance, elle ne se cantonne pas à un partage des biens matériels : ce sont aussi des savoirs juridiques qui circulent, des conseils pour faire valoir ses droits, que ce soit dans le domaine du travail ou de la propriété privée. Les forums de partage de ces savoirs pour lutter contre « l'arbitraire des fonctionnaires » (alias la corruption) sont très fréquentés sur l'Internet russe. Il s'agit bel et bien d'une émancipation de la société, notamment par la mobilisation du droit.

Entrelacs

Ainsi cohabitent au sein de la société mobilisée pratiques soviétiques (de type « Samedis rouges ») et judiciarisation⁸. L'hybridation des codes et des représentations est de façon générale un élément fondamental pour déchiffrer les mutations de la culture politique du vivre ensemble à l'œuvre dans la Russie actuelle. Si l'on veut comprendre de façon fine les évolutions, il ne faut ni minimiser les glissements qui s'opèrent (tel le poids croissant du droit, aussi paradoxal que cela puisse paraître), ni surestimer les apparentes continuités. Puisque l'on n'hésite pas à parler de « démocratie Potemkine » à propos de la Russie, ne conviendrait-il pas de se demander aussi si la « resoviétisation », autrement dit, la reproduction de formes soviétiques que l'on a pu observer au cours des dernières campagnes électorales, n'est pas un simulacre qui a – aussi – pour fonction d'adoucir la radicalité des changements de la Russie ultra-libérale en préservant des formes familières, rassurantes ?

Il faut également prendre avec précaution les apparentes convergences entre société et pouvoir russes. Ainsi, vu de loin, tout donne à croire que pouvoir et société communient dans un même élan patriotique, V. Poutine rassemblant des Russes qui lui sont reconnaissants d'avoir redonné au pays sa grandeur. Une étude de terrains concrets montre en fait que la situation est plus nuancée⁹. Sous l'égide des programmes patriotiques étatiques, se déploient des attachements et engagements très divers, du souci pragmatique de la réussite professionnelle (le patriotisme servant alors d'ascenseur social, en captant, de façon opportuniste ou sincère, l'attention et/ou la manne financière des autorités) au plaisir de

l'action en commun avec des proches, qu'il s'agisse de passionnés de reconstitutions historiques ou d'histoires locales, d'enthousiastes se consacrant à la réinsertion d'enfants difficiles, via des activités collectives étiquetées comme « patriotiques ».

Il faut se garder aussi des équations rapides. Le patriotisme russe s'exprime dans une palette de modalités qui sont le plus souvent très loin des accents militaristes que se plaisent à décrire les médias occidentaux. Si le souvenir de la guerre est effectivement très présent, il se décline plutôt sur le mode élégiaque, dans le deuil partagé et la fidélité aux ancêtres qui ont fait don de leur vie, voire le dévouement aux idées pour lesquelles ils se sont sacrifiés. Ce déplacement d'accent nuance considérablement les discours sur la nostalgie soviétique. Il existe un patriotisme anti-étatique, comportant des degrés de rébellion divers, depuis la protestation contre la « nationalisation de l'amour de la Patrie », alors qu'il s'agit d'un sentiment très intime, jusqu'à l'idée qu'aujourd'hui la bravoure patriotique consiste à se dresser contre l'État. Ce thème est présent chez des opposants comme A. Navalny. Mentionnons également un patriotisme égocentré : la minoration du rôle de l'individu dans le système soviétique explique probablement, *a contrario*, le passage, fréquent aujourd'hui, par le personnel dans le souci du commun, aboutissant à une affirmation du type « la patrie, c'est moi », déclinée en impératif de ce que nous appellerions « civisme », mot qui n'a pas d'équivalent strict en russe. On peut mentionner une autre manifestation de cette absence de contradiction entre personnel et commun. Selon Kathy Rousselet, les pèlerinages sur les lieux du martyr de Nicolas II et des siens sont vécus comme une démarche d'ascèse personnelle, un chemin de repentir pour ses propres fautes, mais aussi pour celles du pays tout entier : « le bien est poursuivi à des fins de salut personnel mais aussi au service de la patrie. » Voilà des considérations qui amènent à relativiser le cliché du collectivisme russe.

Il n'est pas question pour autant d'« absolutiser » à toute la Russie les mouvements que je me suis appliquée à décrire ici. Toute société est plurielle, et la société russe tout particulièrement, compte tenu de son caractère multinational, de la variété physique de son territoire. Si l'on se rappelle la « théorie des climats » chère à Montesquieu, elle ne peut pas ne pas avoir d'impact sur la modélisation des relations interpersonnelles, et donc politiques.

Au terme de cette invitation à affiner les lectures de l'espace socio-politique russe actuel, un court récit peut aider à concrétiser quelques-uns des écarts relevés entre nos représentations usuelles et les pratiques réelles. En juin 2012, après l'avoir contacté via sa page Facebook, j'ai eu un entretien avec un des jeunes « indignés » qui, dans la foulée du mouvement, avaient décidé de s'investir dans la vie municipale. Il s'agit d'un journaliste sportif trentenaire, très impliqué dans la vie d'un club de foot de quartier à Moscou. Lorsque je lui ai demandé ce qui l'avait poussé à s'investir en politique, il m'a répondu : « j'ai compris que je dois le faire si je veux vivre dans un grand pays. » Autrement dit, il s'est engagé au nom de considérations patriotiques et non dans un souci de pluralisme politique. En juin 2013, lorsque je l'ai contacté à nouveau, il m'a invitée à me rendre à la « journée de la cour » (*den'dvora*) qu'il avait initiée dans son quartier, sur le modèle des fêtes de voisins qui se répandent en Europe. Il y avait pas mal de monde présent, de nombreuses animations (chansons en chœur, chorégraphies improvisées, auxquelles se mêlaient les adultes, sketches, etc.), mais les tables dressées étaient assez peu garnies. J'ai entendu plusieurs personnes se plaindre de ce que « les autorités » n'avaient pas veillé au ravitaillement. Visiblement, alors que nous avons l'habitude de nous rendre à ce genre de moments conviviaux en apportant nos « plats maison », la majorité des personnes présentes étaient venues avec leurs savoir-faire d'amateurs (pratiques très encouragées à l'époque soviétique, qui n'agrémentent en revanche que fort peu « nos » fêtes des voisins), mais sans vivres, conformément à l'imaginaire d'un

« État nourricier »¹⁰. Les élus organisateurs de cet événement avaient omis de préciser qu'ils ne prenaient pas cette fonction en charge.

Ce récit illustre le fait que le décalage de codes signalé en exergue de cette réflexion existe non seulement entre la Russie et l'Occident mais à l'intérieur même de la Russie, dont les citoyens opèrent dans des temporalités de changements diverses.

*Professeur à l'université Paris IV Sorbonne

Notes

1 Il existe en russe un jeu de mot sur le terme de « privatisations » (prihvatisciâ) qui exprime le fait qu'elles sont la confiscation, par ceux qui étaient proches du pouvoir, d'un patrimoine initialement collectif.

2 Tous les orthodoxes, notamment les Vieux-croyants, ne partagent pas ces vues.

3 Pour une analyse fine de ces spécificités, voir les écrits de K. Rousselet <http://spire.sciences-po.fr/hdl:/2441/9labe9r4se65i789685q56pj2>

4 En application d'un point du programme de V. Poutine pour les présidentielles de 2012, intitulé « La démocratie et la qualité de l'État », des propositions législatives ayant recueilli 100 000 signatures peuvent être examinées par la Duma.

5 <http://fom.ru/blogs/10468>

6 On appelle ainsi ceux qui avaient plus ou moins 20 ans au moment du Dégel, dans les années 1960, époque où fut esquissée une déstalinisation du régime après le xx^e Congrès du PCUS.

7 Projet « Tolérance » dans la région de Stavropol, au Nord-Caucase.

8 Elle ne se limite pas au seul champ de la société mobilisée : l'annonce d'une catastrophe est presque systématiquement accompagnée dans les médias du montant des indemnités auxquelles les victimes ont droit.

9 Françoise Daucé, Myriam Désert, Marlène Laruelle, Anne Le Huérou, Kathy Rousselet, « Les usages pratiques du patriotisme en Russie », <http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/les-usages-pratiques-du-patriotisme-en-russie>

10 Pour une étude sur la longue durée de cette constante de l'imaginaire politique russe, voir Tamara Kondratieva, Gouverner et nourrir. Du pouvoir en Russie (XVIe-XXe siècles), Les Belles Lettres, 2002.

Etudes, mai 2014, pp. 7 – 17.